



► L'évaluation de l'accès aux services publics dans les territoires ruraux.

Jean-Paul Dufrègne ; Jean-Paul Mattei (Rapporteurs).

Assemblée nationale - Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.

Rapport d'information, n° 2297, 10 octobre 2019. 220 p.

Lancée en janvier 2018, la mission parlementaire "d'évaluation à l'accès aux services publics dans les territoires ruraux" a rendu ses conclusions, le 10 octobre dernier. Au regard des enjeux actuels de la ruralité, les deux rapporteurs proposent de bâtir un "projet de société" centré spécifiquement sur ces territoires.

Parmi les nombreuses préconisations formulées par les co-auteurs : créer ou pérenniser des services de mobilité adaptés dans les territoires ruraux, créer une mission interministérielle à la ruralité constituée de référents dédiés dans chaque ministère, accompagner la mise en oeuvre des centres de santé communaux mais également recentrer le maillage du réseau MSAP/MFS afin, notamment, que chaque territoire puisse profiter d'un guichet physique à moins de 20 minutes.

Contractualisation

► Le renouvellement de la contractualisation territoriale de l'État français : les contrats de ruralité.

Gwénaél Doré ; Mohammed Chahid.

Économie rurale, 2019/3 (n° 369), pp. 103-118

L'État français a renouvelé une politique de contractualisation au travers de la mise en place en 2016 de contrats de ruralité signés avec des intercommunalités. Cette contractualisation complète l'accent mis sur les métropoles et soutient des projets d'investissement. Après avoir rappelé l'évolution des politiques nationales de contractualisation avec les territoires depuis les années 1960, les auteurs présentent la mise en place des contrats de ruralité en 2016, avant de livrer les principaux enseignements d'une enquête qualitative.

Démocratie participative

► Mon conseil citoyen a du talent. Une sélection d'actions impulsées par les conseils citoyens (édition 2019).

Fédération des centres sociaux et socioculturels de France. Septembre 2019. 90 p.

Publiées dans le cadre de l'édition 2019 de l'opération éponyme, ces 60 fiches-actions constituent une source d'information et d'inspiration des projets que mènent actuellement les conseils citoyens dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Ces fiches sont déclinées en grande famille d'actions : accompagner les habitants dans leurs démarches et leurs projets, agir en faveur de l'environnement et de la santé, améliorer le cadre de vie, changer l'image du quartier, développer une citoyenneté active, ...

► Les conseils citoyens, beaucoup de bruit pour rien ?

Jeanne Demoulin ; Marie-Hélène Bacqué.

Participations, 2019/2 (n° 24), pp. 5-25

Les conseils citoyens constituent les derniers-nés des dispositifs participatifs de la politique de la ville. Cet article constitue l'introduction à un dossier thématique sur le dispositif. Elle revient sur sa genèse, ses caractéristiques, ses paradoxes. À partir des évaluations déjà produites ailleurs, d'une mise en perspective des différents articles du dossier et d'une présentation des enjeux du dispositif au regard de la question de la participation, en particulier dans les quartiers populaires, elle montre pourquoi et comment les conseils citoyens peinent à renouveler l'offre participative, et ce en dépit des promesses qui ont présidé à sa création.

Education

► Une typologie des communes pour décrire le système éducatif.

Ministère de l'Education nationale (DEPP) - Cécile Duquet-Métayer ; Olivier Monso.

Note d'information, n°19.35, oct. 2019. 4 p.

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la DEPP pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Cette nouvelle typologie apparaît adaptée pour décrire les conditions de scolarisation, mais aussi les parcours des élèves. Dans les communes les plus rurales, plus de la moitié des élèves du premier degré ne disposent pas d'une école dans leur commune et sont scolarisés dans une autre commune, notamment dans le cadre d'un réseau pédagogique intercommunal. Dans le premier degré, le type de commune de résidence correspond à celui de la commune de scolarisation pour 92 % des élèves. Dans le second degré, cette proportion est de 65 %, compte tenu de la localisation des établissements dans des communes plus urbaines. Les territoires se distinguent également selon les conditions socio-économiques des élèves et les conditions d'accès à l'offre scolaire. Celles-ci peuvent influencer sur leurs parcours et leurs résultats. Ainsi, les élèves des communes les plus rurales s'orientent moins fréquemment vers l'enseignement général et technologique et davantage vers l'enseignement professionnel ; néanmoins, ils sortent aussi souvent avec un diplôme que la moyenne nationale.

Egalité - Inégalité

► Les indicateurs d'inégalités relatives sont-ils biaisés ?

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - Sciences Po (Le Blog). Octobre 2019. En ligne

La question des inégalités est revenue au cœur des préoccupations des économistes. L'évolution, les causes, les conséquences sont amplement discutées et débattues. Étrangement, les questions de

mesure semblent aujourd'hui relativement consensuelles. Les économistes travaillant sur les inégalités utilisent à tour de rôle l'indice de Gini de revenu disponible, la part du revenu détenue par les 10% les plus aisés, le ratio inter-décile, ... Toutes ces mesures ont pour caractéristique d'être relatives : si l'on multiplie par 10 le revenu de toute la population, l'indicateur n'est pas modifié. C'est le rapport de revenus entre les plus aisés et les moins aisés qui compte. Aussi, cet article interroge de la manière dont on pourrait mesurer les inégalités et leur évolution autrement.

Evaluation

► Etude d'impact : mieux évaluer pour mieux légiférer.

Jean-Louis Cabrespines (Rapporteur).

Cese (Délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques), sept. 2019. 92 p.

Dix ans après l'adoption de la loi organique du 15 avril 2009, qui a instauré l'obligation de joindre une étude d'impact à la plupart des projets de loi afin de mieux éclairer les choix effectués en matière de législation, améliorer la qualité de la loi et lutter contre l'inflation normative, les études d'impact continuent de susciter de nombreux questionnements. Leur pertinence, leur cohérence et leur portée, y compris à l'issue de la procédure législative, sont régulièrement pointées du doigt. Les études d'impact sont ainsi fréquemment perçues comme un plaidoyer pro domo du projet gouvernemental. Ces réflexions interviennent par ailleurs dans un contexte où l'évaluation des politiques publiques est une question prégnante, comme en témoignent les débats récents suscités par le projet de renforcer les instances d'évaluation au sein des assemblées parlementaires ou à l'occasion des premières éditions du printemps de l'évaluation. Dans ce contexte, l'étude élaborée dresse des pistes d'amélioration afin de faire des études d'impact un point de départ vertueux de l'évaluation continue des politiques publiques et un outil renforcé au service d'une meilleure législation.

► [Présentation](#) ► [Etude](#) ► [Synthèse](#)

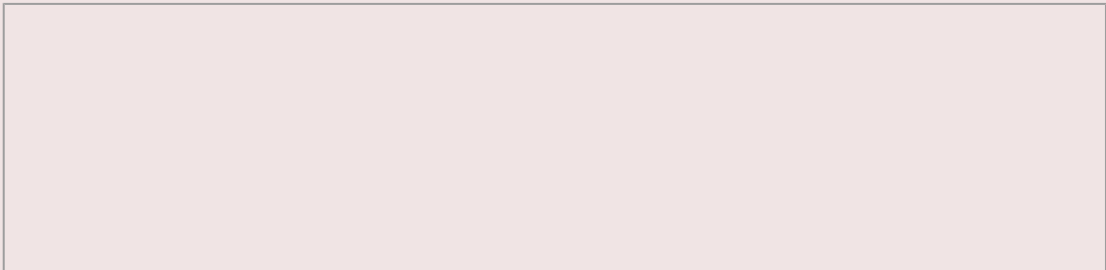
► ESS et création de valeur : une approche prospective de la mesure d'impact social.

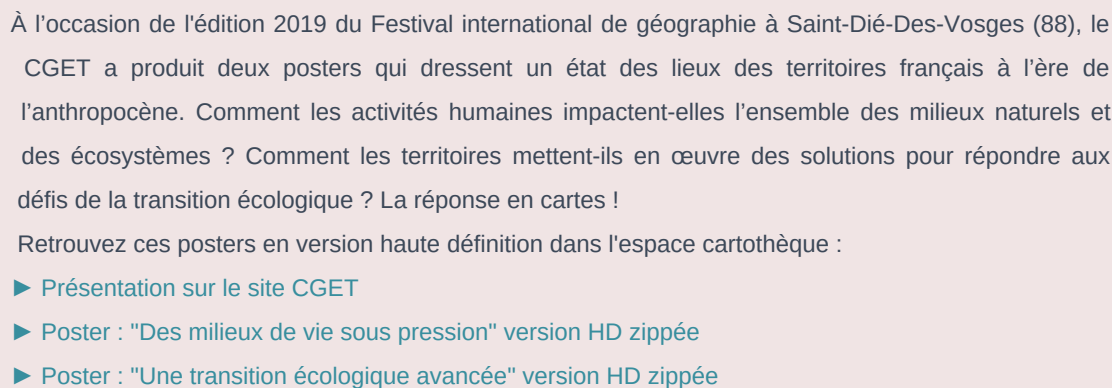
La Fonda ; Avise ; Le labo de l'économie sociale et solidaire. Octobre 2019. 20 p.

L'Avise, la Fonda et le Labo de l'ESS ont pris l'initiative en 2016 de lancer une étude approfondie sur le sujet de la mesure d'impact social, associant organisations de l'ESS, experts, acteurs de l'évaluation, porteurs de projets et financeurs, rassemblés et réunis dans le cadre d'ateliers favorisant l'intelligence collective. Initiée en janvier 2017, cette étude a pour objectif principal de proposer une vision renouvelée des démarches d'évaluation d'impact et préparer le terrain à l'expérimentation de nouvelles approches. L'analyse s'articule en trois étapes : "La mesure d'impact social : caractéristiques, avantages et limites des démarches existantes" ; "Sources et formes émergentes de création de valeur sociale : quels domaines d'innovation pour la mesure d'impact social ? " ; "Pistes d'action pour le renouvellement de la mesure d'impact social".

Une carte un focus

► Les territoires à l'ère de l'anthropocène





► Evaluation de la gestion des fonds structurels européens par les régions françaises.

Assemblée nationale - Commission des affaires européennes.
Rapport d'information, n° 2286, octobre 2019. 95 p.

Frontière

Après-demain, 2019/3 (n°51, NF), pp. 32-33

Lorsque Paul Delouvrier reçoit en 1961 du général De Gaulle la mission de mettre de l'ordre dans le

développement urbain quelque peu désordonné de la région parisienne, l'objectif est clair, c'est celui de la cohérence, de l'intégration, qu'il s'agisse des espaces, des habitants et des cultures.[...]

► L'expérience transfrontalière.

Pauline Gali.

Après-demain, 2019/3 (n°51, NF), pp. 34-35

On envisage couramment la frontière comme une ligne, de manière très cartographique : on pense au trait qui délimite des territoires nationaux, comme sur ces cartes politiques qui habillent les murs des classes. Il s'agit d'un objet linéaire particulier, qui peut unir autant qu'il peut séparer : actualité mondiale oblige, la frontière existe d'autant plus fortement dans nos esprits qu'elle est matérialisée par sa fermeture physique, ou dès lors que sont imposées des restrictions à son franchissement. Mais une frontière que l'on peut traverser librement cesse-t-elle d'être frontière, et un espace transfrontalier abolit-il ces limites géographiques, par les interactions constantes entre les pays qu'il relie ?

Métropolisation

► Une métropolisation heureuse est-elle possible ?

Robin Rivaton ; Guillaume Faburel.

Marianne, 18 septembre 2019. En ligne

La concentration urbaine peut-elle être bénéfique pour tous, y compris les classes populaires ? Débat entre Robin Rivaton, essayiste, et Guillaume Faburel, professeur en géographie, urbanisme et science politique à l'université Lyon 2 et à l'Institut d'études politiques de Lyon.

Mobilité

► Territoires pauvres : la moitié des habitants ont changé de commune en quinze ans.

Institut Paris Région - Mariette Sagot.

Insee Île-de-France - Frédéric Bertaux et Nadia Boussad.

Note rapide Société-Habitat, n° 819, 30 septembre 2019. 4 p.

Contrairement à une idée reçue, les habitants des territoires les plus pauvres ne sont pas voués à l'immobilisme résidentiel : un habitant sur deux a en effet changé de commune entre 1999 et 2014, majoritairement vers une commune plus aisée, dans un parcours « ascendant ». Exception notable, les immigrés, moins mobiles, déménagent plus souvent vers une autre commune pauvre, contribuant au renforcement de leur présence dans les espaces défavorisés.

► Insularité, transports et mobilités. L'exemple de la Martinique.

Université des Antilles (INSPE de Martinique) - Colette Ranély Vergé-Dépré.

Géoconfluences, octobre 2019. En ligne.

Les transports présentent un certain nombre de spécificités à la Martinique, liées notamment au statut politique et à l'insularité de ce territoire ultramarin. L'analyse, réalisée ici à différentes échelles spatiales, dresse un état des lieux de ce secteur et met en évidence son rôle fondamental en matière de mobilités, de développement et de dynamiques territoriales. Au sommaire : "Les transports maritimes et aériens, des outils privilégiés de l'ouverture et de l'extraversion du territoire martiniquais" ; "La Martinique dans son espace régional : entre cloisonnement et ouverture" ; "Les enjeux des systèmes de transport dans le développement local insulaire".

Politique de la ville

► Les banlieues, laboratoires politiques de la France.

Erwan Ruty.

Esprit, 2019/10. pp. 103-111

Selon l'auteur, la jeunesse issue des quartiers populaire s'est beaucoup engagée, avant et après 2005, contrairement au récit qui a couramment été fait d'elle. Mais ces engagements n'ont pas eu de réel écho hors des quartiers. Puis, au fil des années, cette population s'est davantage tournée vers des formes d'engagements de substitution, les plus répandues étant l'entrepreneuriat et les cultures urbaines. De manière concomitante, se sont également développés d'autres substituts, comme la religion et des formes atténuées de repli sur soi.

Politiques publiques

► Les expérimentations : comment innover dans la conduite des politiques publiques ?

Conseil d'Etat.

La Documentation française, oct. 2019. 149 p.

Dressant le bilan de près de vingt ans de pratique des expérimentations par l'État, les collectivités territoriales et leurs opérateurs, le Conseil d'État souligne que nombre d'entre elles n'ont pas suivi une méthodologie propre à assurer la plus grande fiabilité de leurs résultats, et qu'il pourrait y être recouru davantage dans certains domaines. Le Conseil d'État propose un guide de bonnes pratiques de l'expérimentation et formule des propositions au Gouvernement pour favoriser leur développement.

► L'efficacité des politiques publiques mises en œuvre à Roubaix.

Christian Dubosq ; Jean-Pierre Battesti ; Bernard André et al.

IGAS ; IGA ; IGEN ; IGAENR ; CGAAER, octobre 2019. 242 p.

Répondant à la demande du Premier ministre, cette mission inter-inspections a cherché à apprécier l'efficacité des différentes politiques publiques déployées sur le territoire de Roubaix en matière de cohésion sociale, de santé, d'éducation, de formation professionnelle, d'emploi, de développement économique et d'agriculture urbaine. Cet état des lieux doit permettre d'ajuster ou de repenser les actions de l'État, de la métropole européenne de Lille et des autres collectivités compétentes afin d'améliorer les réponses apportées aux besoins et défis particuliers de ce territoire.

Rural

► Enquête sur les jeunes femmes en milieu rural. Sociabilités dans l'espace local rural populaire.

Yaëlle Amsellem-Mainguy.

Rapport d'étude n° 2019/07, septembre 2019. 188 p. Coll. "*Injep Notes & Rapports*".

« Les filles du coin » est une recherche qui fait écho à l'enquête majeure sur la jeunesse rurale réalisée il y a 20 ans par Nicolas Renahy et intitulée « Les gars du coin ». Elle a pour objectif de rendre compte des trajectoires, conditions de vie et expériences juvéniles des jeunes femmes vivant en milieu rural et de poursuivre les travaux de sociologie sur les jeunes femmes rurales, en documentant les éventuelles spécificités rencontrées par les jeunes femmes résidant hors des grandes agglomérations en France hexagonale.

Territoires

► Programme "Action Cœur de ville" en Occitanie : 25 « villes moyennes » très différentes.

Brigitte Doguet ; Vincent Rodes.

***Insee Flash Occitanie*, n° 92, octobre 2019. 2 p.**

Les 25 communes d'Occitanie retenues au titre du programme *Action Cœur de ville* présentent des disparités importantes, démographiques, géographiques, sociales, économiques et ne sont pas confrontées aux mêmes problématiques. Certaines sont en perte d'attractivité sur le plan démographique, alors que leur périphérie est dynamique. D'autres, qui ont une démographie positive et où l'emploi progresse, sont néanmoins marquées par une forte précarité. D'autres, enfin, bénéficient d'un réel dynamisme économique.

► **La vallée de la Drôme par les chiffres : portrait d'un territoire.**

Terra Nova - Simon Matet ; Thierry Pech.

***Note de Terra Nova*, septembre 2019. 38 p.**

Une idée paresseuse s'est installée dans le débat public, selon laquelle la géographie hexagonale opposerait des territoires urbains favorisés à des territoires ruraux délaissés. Qu'en est-il exactement quand on concentre l'observation sur un territoire rural comme la vallée de la Drôme ? C'est ce que les auteurs ont voulu analyser dans cette note, publiée à l'occasion d'un débat sur le monde rural en mutations avec la Caisse des Dépôts, organisé le 28 septembre dernier.

Transition

► **Regards interdisciplinaires pour une meilleure adaptation territoriale aux changements climatiques.**

Charles Godoy Leski ; Mélanie Gaillard ; Mara Sierra et al.

***Natures Sciences Sociétés*, 2019/2, Vol. 27. pp. 212-218.**

Un colloque réunissant chercheurs en sciences sociales et naturelles, agents territoriaux et élus de la région Nouvelle-Aquitaine s'est intéressé à l'articulation des sciences et des sociétés dans le défi de l'adaptation des changements climatiques. Des expérimentations locales et des avancées de la recherche ont été présentées et des différents points de vue ont été partagés. De jeunes chercheurs ont discuté de la nouvelle place des scientifiques dans l'action climatique et de la vision anthropocentrée, de la dimension économique de l'adaptation et des verrous à la prise de décision. La nécessité de structurer des espaces d'échanges entre acteurs territoriaux, de créer un langage commun, de tenir compte du vivant et de la dimension socioculturelle a émergé de cette rencontre, visant à renforcer les moyens de l'efficacité des stratégies d'adaptation territoriales.

Urbain

► **Banlieue : une histoire populaire de la France ? Entretien avec Marion Ott, chercheuse en sciences sociales et cinéaste.**

France Culture, 24 septembre 2019. 33 min.

Plus de 65 ans après l'installation des usines Renault au cœur des Mureaux, dans les Yvelines, que sont devenus les fils d'ouvriers ? Chercheuse en sciences sociales et cinéaste, Marion Ott répond à cette question au travers d'un livre-enquête et d'un film urbain, "De cendres et de braises" (Anamosa) et dévoile un portrait de la vie aux Mureaux qui interroge sur la disparition et les survivances de l'esprit ouvrier. Les Mureaux constituent un paysage étonnant, fait de tours et d'une usine en pleine campagne. Un espace construit dans les années cinquante pour accueillir les populations ouvrières. Le film se focalise principalement sur la jeune population de la cité. On constate une forme de dépolitisation de ces gens qui ont vu leurs parents répéter les mêmes gestes toute leur vie sans jamais être reconnus. La cinéaste s'est intéressée notamment aux événements quotidiens et au regard

souvent sensible que les habitants portent sur leur quartier. Son idée est de déplacer l'oeil du spectateur en donnant à voir l'espoir et les aspirations de ces jeunes qui ne veulent pas passer leur vie à l'usine.

► **Villes plurielles : géographie(s) urbaine(s) de la différence.**

Antonin Margier ; Bastien Sepúlveda.

L'Information géographique, 2019/3, Vol. 83, p. 10-18.

Ce numéro aborde le concept de différence en tant qu'il participe à la construction des espaces urbains. La différence peut aussi bien être attribuée de façon négative que revendiquée de façon positive. Dans tous les cas elle entraîne des usages de l'espace différenciés.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr

